

Cahier des charges

(Edition 1^{er} février 2022)

Exigences et prestations liées à la réalisation des contrôles de la conformité des équipements d'évacuation et du raccordement des collecteurs privés

Direction de la sécurité et de l'économie
Service de l'eau
Rue de Genève 36
CH-1002 Lausanne

1 But du contrôle de la conformité des biens-fonds

Vérifier le système d'évacuation de biens-fonds afin d'exiger les mises en conformité nécessaires, qu'il s'agisse de parcelles qui ne sont pas en système séparatif d'évacuation des eaux ou de biens-fonds mal raccordés engendrant une pollution du réseau public eaux claires et/ou du milieu récepteur (rivière, lac).

	Service de l'eau	Prestataire
→ = transmission de documents		
Aviser les propriétaires	→	x
Rassembler les documents de base existants	x →	
Contrôler la conformité des équipements d'évacuation des eaux y. c. les chambres		x
Relever les équipements manquant sur les plans		x
Remplir un rapport des tests de teintage effectués (formulaire et plan)	←	x
Elaborer un rapport de conformité des équipements et proposer une solution de mise en conformité	←	x
Mettre à jour la base de données communale	x	
Aviser les propriétaires	x	

2 Exigences

2.1 Documents de référence

La législation en vigueur (lois, normes et directives) doit être respectée, et particulièrement le règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux de la Ville de Lausanne (RETE), ainsi que la norme SN 592'000 de la VSA sur l'évacuation des eaux des biens-fonds.

2.2 Compétences et respect des conditions sociales

La personne nommée responsable du projet sera au bénéfice d'expérience dans le domaine du contrôle de l'évacuation des eaux des biens-fonds. Elle devra effectuer les contrôles sur le terrain, s'occuper de la coordination générale du projet et proposer les solutions de mise en conformité. Cette personne doit avoir de bonnes connaissances en génie civil, mais également être compétente pour le travail de terrain, c'est-à-dire être capable de lever des charges lourdes (couvercles de chambre de visite en béton, fonte etc.), d'ouvrir les chambres d'évacuation des eaux et de les contrôler ainsi qu'être dotée d'un bon sens de l'orientation.

3 Conditions

3.1 Généralités

Les équipements privés comprennent l'ensemble des canalisations mais également les chambres, les séparateurs de graisses ainsi que toute autre installation d'évacuation des eaux claires et usées comprise sous le radier jusqu'au point de raccordement au collecteur public.

- ✓ Certains regards publics sur chaussée sont bloqués au ciment prompt. Si le prestataire descelle un de ces regards, il avertira le service de l'eau. Le rescellement des regards devra être effectué avec réutilisation du couvercle et cadres existants sur place.
- ✓ Certains regards sont enterrés ou non accessibles. Il faudra en aviser le service de l'eau pour décider des travaux à entreprendre.
- ✓ En cas de découverte particulière (dégâts importants, pollution, ...), le prestataire avertira sans délai le service de l'eau.

Le prestataire s'engage à respecter les conditions générales suivantes :

- Il doit avoir pris connaissance des documents fournis et accepté toutes les conditions d'exécution des opérations.
- Il prendra toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer la sécurité du personnel et du public sur le site et sur les voies (signalisation, protection, nettoyage des chaussées si besoin, etc.). Le prestataire demeurera entièrement responsable des accidents qui pourraient survenir de son fait.
- Il se conformera aux conditions que le service de l'eau jugera nécessaires.
- Il devra se charger d'annoncer les visites domiciliaires et sera muni d'une lettre du service de l'eau prouvant son mandat.
- Le prix fixé comprend la totalité des prestations, matérielles et immatérielles, nécessaires à la réalisation du mandat. Sont notamment inclus tous les frais de main-d'œuvre, de matériel, de déplacement, d'impression, de coordination, etc.
- Le prestataire doit avoir à disposition son propre matériel (outillage de teintage, GPS, etc.).
- Le rapport final devra être approuvé et signé par le responsable de projet du prestataire.
- Les rapports avec une mention « conformité incertaine » seront refusés.
- La mise à jour du système d'information du territoire se fera en interne par la Ville de Lausanne.

3.2 Données à disposition

- Plans des canalisations publiques via une demande auprès du site : <https://plans-reseaux.ch/>
- Plans des canalisations privées, si en possession du service de l'eau.
- Liste des parcelles à contrôler, avec les coordonnées et moyens de contact des propriétaires et/ou des régies.
- Si nécessaire le prestataire pourra demander au service de l'eau, s'il dispose des plans de construction des bâtiments. Cette demande pourra être faite au cas par cas, selon les besoins du prestataire, pour des contextes complexes.

3.3 Déroulement des interventions

Avant l'intervention

- Analyser les documents existants, fournis par le service de l'eau.
- Prendre contact avec le/les propriétaire(s) et/ou le/les locataire(s) et/ou la personne en charge de la conciergerie si nécessaire afin de fixer un rendez-vous pour l'intervention.
- Envoyer un mail de confirmation à la personne avec qui le rendez-vous a été fixé.
- Si un point d'observation est situé sur une route avec passage de bus TL, informer les TL une semaine à l'avance en leur précisant que la météo peut compromettre les démarches, leur fournir un plan précisant les emplacements des perturbations. Le dossier est à envoyer à aigroz.r@t-l.ch. (021.621.02.54).
- Si un point d'observation est situé sur une place de parc publique ou route à fort trafic, contacter la police au minimum 10 jours ouvrables avant le début des travaux au 079.206.98.65 ou au 079.210.61.84.
- Fournir (3 jours à l'avance au minimum) le planning des interventions à ROV qui avertira le garde-pêche des journées prévues pour les contrôles. En cas d'oubli et de déplacement du garde-pêche, ses frais seront imputés au prestataire.

Lors de l'intervention

Chaque bien-fonds sera inspecté de la manière suivante :

- Procéder à des tests de teintage et observer les colorants **simultanément** aux eaux claires et aux eaux usées sur le réseau public d'évacuation des eaux (prévoir le nombre de personne suffisant si les lieux sont distincts).
- **Utiliser, autant que possible, deux colorants** (conseil : fluorescéine pour les EC et rhodamine pour les EU) et alterner les tests.
- Tester impérativement **toutes les colonnes de chute EU**.
- Tester **au moins un équipement EU par pièce** équipée d'installations sanitaires. Si la salle de bain et la cuisine sont raccordées à la même colonne de chute, selon les plans, il faut tester un équipement dans la salle de bain et un équipement de la cuisine.
- **Tester un niveau complet « en plan »**. Il n'est pas nécessaire que tous les tests soient effectués sur le même niveau, si les niveaux sont identiques.
- Tester **toutes les grilles de sol intérieures** (buanderie et garage notamment).
- Tester **tous les équipements EC accessibles** (spécifier explicitement sur les plans les équipements EC qui ne sont pas accessibles).
- Contrôler l'état de toutes les chambres privées ; description succincte (état, dimension) et prendre une photo de chacune. Les chambres mixtes n'étant plus considérées comme des équipements conformes, elles devront être mentionnées explicitement sur les plans, afin que le service de l'eau puisse demander leur mise en conformité.
- Respecter la sécurité routière, notamment la norme SN 40886 : édition mars 2019 (responsabilité du prestataire de signaler correctement l'ouverture d'une chambre sur la chaussée, si nécessaire alterner la circulation).

- Discuter, si possible, avec le propriétaire, le locataire ou la personne présente afin d'obtenir tout renseignement utile concernant l'état des canalisations, leur entretien, ainsi que tout problème rencontré lié à l'évacuation.

Lors de difficultés d'inspection, le prestataire avertira le service de l'eau afin de valider les dispositions à prendre pour la suite des opérations et des interventions. Aucun rapport avec la mention « conformité incertaine » ne sera admis.

3.4 Cas particuliers

Immeubles

Pour les biens-fonds sur lesquels il y a des immeubles, l'ensemble des exigences mentionnées ci-avant s'appliquent ; s'ajoutent les exigences suivantes :

Avant l'intervention

- o Le prestataire prend contact avec la régie / la gérance / le propriétaire de l'immeuble afin d'obtenir une liste des locataires et leur coordonnées. Cette liste servira à faire une sélection des appartements qui seront testés et à prendre contact avec les habitants.

Lors de l'intervention

- o Tester **toutes les buanderies.**
- o Tester **le local de conciergerie**, s'il y en a un.
- o Tester **le local de la chaufferie.**
- o Tester **OBLIGATOIREMENT toutes les colonnes de chute.**
- o Si les cheneaux sont internes et qu'il faut un accès sur le toit du bâtiment, ne pas les tester et le spécifier dans les documents de rendu (exigence de la Ville liée à la sécurité des intervenants).

Exutoires EC / chambres EU en rivière

- o La responsabilité revient au prestataire de s'assurer de la sécurité de ses employés pour ce qui est du travail en rivière.

Exutoires EC / chambres EU dans un voûtage

- o Informer le service de l'eau des dates auxquelles auront lieu les tests de teintage.
- o La communication avec l'extérieur n'étant pas possible pour les personnes présentes dans le voûtage, il faut prévoir 3 personnes au minimum dans le voûtage, deux aux points d'observation et une qui fait les trajets entre l'extérieur et les points de contrôle afin de pouvoir communiquer avec la personne qui met les colorants et garantir la sécurité de l'opération.

- Se tenir informé de la météo du jour précédent le contrôle et du jour du contrôle. En effet, en cas de pluie, l'accès aux voûtages est formellement interdit car il représente un risque élevé pour la sécurité des personnes.
- **Chaque accès aux voûtages devra être autorisé préalablement par le service de l'eau.**

Pompes de relevage

- Tester l'intérieur du bâtiment jusqu'à la fosse de pompage, puis la fosse jusqu'au réseau public.
- Remplir la fosse de pompage jusqu'à ce qu'elle s'actionne automatiquement ou éventuellement l'actionner manuellement. Dans l'idéal, la personne responsable de la pompe doit être présente, afin de la manipuler correctement et qu'aucune alarme ne soit déclenchée. La responsabilité du prestataire est engagée en cas de dégâts ou d'intervention d'un tiers en cas de fausse alarme.

Séparateur de graisses ou à hydrocarbures

- Ne pas tester les séparateurs de graisses, mais les faire figurer sur les plans.
- Ne pas tester les séparateurs à hydrocarbures, mais les faire figurer sur les plans, noter sur les plans les surfaces qu'ils reprennent et s'ils semblent raccordés sur les EU ou les EC.

Bassin de rétention ou d'infiltration

- Tester les EC jusqu'à l'ouvrage de rétention et si cela est possible, le trop-plein du bassin jusqu'au réseau public. Mentionner la position et les dimensions de l'ouvrage sur les plans, faire des photos (notamment du système de régulation).
- Ne pas tester les ouvrages d'infiltration, mais mentionner leur position et leurs dimensions sur les plans, faire des photos.

3.5 Livrables et documents types

Le prestataire devra s'inspirer du document type (figurant en annexe) fourni par le service de l'eau.

Lors du premier rendu, un retour de commentaires au prestataire sera fait afin que les documents soient, si nécessaire, adaptés. Une fois que le modèle proposé par le prestataire correspond aux besoins du service, il sera validé par celui-ci et le prestataire l'utilisera pour tous ses prochains rendus.

Réaliser un document par bien-fonds comprenant le schéma des tests de teintage ainsi que le rapport des tests effectués. Des observations peuvent être annexées au rapport, sur une page séparée.

Afin de garantir la traçabilité et la répétabilité des opérations effectuées par l'adjudicataire, une tierce personne doit pouvoir refaire les mêmes tests sur la base des documents remis. Dans le cas contraire, le rapport sera considéré incomplet et devra être complété sans rémunération complémentaire et jusqu'à remplir la condition précitée.

Le schéma des tests de teintage doit comprendre au minimum les indications suivantes :

- Le numéro du test.
- Le point d'injection (élément, pièce, étage, appartement pour les immeubles), localisé sur le plan.
- Le lieu d'observation du test.

Après chaque journée de terrain, la liste des parcelles testées est envoyée à : rivieres@lausanne.ch

Si une pollution du réseau d'eaux claires est constatée, le prestataire avertira immédiatement le service par téléphone (021.315.79.52/51), puis enverra par mail le formulaire des essais de teintage ainsi que le plan en format PDF au plus tard dans les 24h suivant le contrôle.

Dans les deux semaines suivant le contrôle d'un bien-fonds, les documents y relatifs devront parvenir au service de l'eau. Les fichiers afférents seront transmis au format PDF et .jpeg pour les photos. Ils seront classés dans des dossiers nommés selon le numéro de parcelle des biens-fonds.

Transmission des données par Google Drive ou similaire (à définir en début de mandat).

En cas de données manquantes ou non-respect des exigences du service, les compléments ou mises à jour de dossier s'effectueront aux frais du prestataire.

4 Exigences complémentaires

4.1 Non-respect des exigences et directives

Dans le cas d'un contrôle de qualité insuffisante et/ou de documents incomplets, le service de l'eau se réserve le droit de demander à refaire le travail, **aux frais du prestataire.**

Lieu et date :

Timbre et signature du prestataire :